

Unité départementale de l'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 15/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHARTRES METROPOLE ENERGIES SPL

12 Rue du Président Kennedy
28110 Lucé

Références : VAT20230712
Code AIOT : 0010012929

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2023 dans l'établissement CHARTRES METROPOLE ENERGIES SPL implanté 32, Rue Hélène Boucher 28630 Gellainville. L'inspection a été annoncée le 25/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARTRES METROPOLE ENERGIES SPL
- 32, Rue Hélène Boucher 28630 Gellainville
- Code AIOT : 0010012929
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement SPL CHARTRES MÉTROPOLE ÉNERGIES a été autorisé par arrêté préfectoral du 27/06/2017 à exploiter une centrale de cogénération biomasse de production de chaleur et d'électricité sur le territoire de la commune de Gellainville.
Le site est soumis à la rubrique IED 3520.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite précédente,
- rejets atmosphériques,
- gestion des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour

chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	NC4 VI 2021 Assurance qualité des AMS (QAL2)	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
7	Mesure de l'impact des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 9.2.1.2	Sans objet
10	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet
11	Traçabilité des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
13	Provenance des déchets incinérés	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5	Sans objet
16	Conditions d'admission des déchets incinérés-2	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5	Sans objet
17	Conditions d'admission des déchets incinérés-3	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5	Sans objet
18	Quantité de déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 5.1.7	Sans objet
22	Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 5.1.4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Assurance qualité des AMS (QAL3)	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
3	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 7.2.2	Sans objet
4	Utilités destinées à l'exploitation des inst.	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 7.5.7	Sans objet
5	NC1-VI 23/03/2021_Réexamen IED	Code de l'environnement du 17/10/2023, article R. 515-71	Sans objet
6	Mesures comparatives des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 9.2.1.1	Sans objet
8	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 3.2.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Valeurs limites d'émissions dans les rejets atmo	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 3.2.4	Sans objet
12	Nature des déchets incinérés	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5	Sans objet
14	Qualité des déchets incinérés	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5	Sans objet
15	Conditions d'admission des déchets incinérés-1	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5	Sans objet
19	Analyses des cendres volantes	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 9.2.4.2	Sans objet
20	Rapport d'activité	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 9.4.1.2	Sans objet
21	Installation interne de transit des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 5.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC4 VI 2021 Assurance qualité des AMS (QAL2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Actions nationales 2022, Assurance qualité des AMS
Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité [...] selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : L'exploitant doit proposer une étude technico-économique complète relatives aux solutions pouvant être mises en œuvre pour pallier le problème de temps de réponse des analyseurs pour les paramètres HCl et HF.
Observations : Constat du 23/03/2021 : Les équipements de mesure en continu et en semi continu des polluants atmosphériques ne fonctionnent pas correctement, et les résultats du QAL2 ne sont pas satisfaisants : temps de réponse > temps requis pour les paramètres HCl et HF (NC4). Constat du 05/04/2022: Les équipements de mesure en continu et en semi continu des polluants atmosphériques ne fonctionnent pas correctement. L'exploitant a indiqué que la vérification de l'AMS a lieu tous les 3 ans et 18 essais de mesures ont été effectués lors du contrôle réalisé du 23 au 26 novembre 2020 par Socotec environnement, accrédité par le COFRAC (attestation d'accréditation n°1-6537). A l'appui de ses propos, il a fourni à l'inspection des installations classées

<p>le rapport QAL2 n°B20-722-2 établi le 15/01/2021. Il ressort de ce document que :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les droites d'étalonnage sont satisfaisantes (coefficients de corrélation R2 voisins de 0,9 pour les AMS titulaires et redondants), -les tests de variabilité sont valides pour l'ensemble des paramètres, -les temps de réponse sont supérieurs à 400 secondes (temps requis) pour les paramètres HCl et HF. <p>Les AMS ont également fait l'objet d'un test annuel de surveillance (AST) du 25 au 28 octobre 2021 par Socotec environnement (rapport n°E14Q3/21/1610 du 16/12/2021). Celui-ci confirme que les temps de réponse en entrée d'analyseur sont jugés trop importants pour les paramètres HF (14 minutes) et HCl (valeurs cibles non atteintes). L'exploitant a mentionné que s'agissant d'AMS extractif, il est courant que ce type d'appareil présente un temps de réponse supérieur à 400 secondes. Une étude technico-économique pourrait être envisagée pour y remédier.</p> <p>Réponse du 26/07/2022: l'exploitant a transmis un courriel de l'installateur et mainteneur des analyseurs de fumées. Celui-ci indique que le phénomène d'écart sur le temps de réponse pour les paramètres HF et HCl est présent sur tous les analyseurs extractifs, et identifié dans le guide d'application GA X 43-132. Il indique deux solutions pouvant être mises en œuvre afin d'y pallier, sans préciser les coûts associés.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas de nouveaux éléments à présenter à l'inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
--

N° 2 : Assurance qualité des AMS (QAL3)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Actions nationales 2022, Assurance qualité des AMS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect identifié.</p>
<p>Observations :</p> <p>Constat du 05/04/2022 : La procédure QAL3 ne définit pas les actions à mettre en œuvre en cas de dérive des AMS.</p> <p>Observations : L'exploitant a mis en place une procédure (mode opératoire QAL 3 du 28/01/2020) qui décrit a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les matériels de référence utilisés, -la fréquence des mesures QAL3 (paramétrage du logiciel tous les 45 jours), -le process d'injection des gaz (zéro et étalon) pour les paramètres CO, CO2, HCl, HF, NH3, NO, O2, SO2, COT. <p>Il est également précisé dans ce document que le calibrage de l'analyseur (QAL 2) est effectué si la mesure d'un des gaz QAL3 n'est pas dans la tolérance. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le dernier QAL3 a été réalisé le 07/03/2022 et la fréquence de maintenance des équipements est de 6 mois.</p> <p>L'exploitant mentionne que les résultats sont évalués graphiquement à l'aide d'une carte de contrôle de type CUSUM avec un seuil intégré des gaz. Pour les analyseurs de poussières, l'exploitant utilise un opacimètre.</p> <p>L'exploitant a précisé par ailleurs que la procédure QAL3 est sans action en cas de dérive. Il est à noter que Socotec environnement a recommandé à l'exploitant d'apporter une attention</p>

particulière lors des prochains contrôles QAL3 (rapport de l'AST du 16/12/2021) : -convertir les unités des bouteilles dans les unités des AMS, -définir une procédure afin de contrôler une dérive positive des AMS
Réponse du 26/07/2022 : l'exploitant a transmis un fichier permettant de convertir les unités entre les bouteilles de gaz et les unités des AMS, ainsi que la procédure QAL3 mise à jour. Celle-ci indique qu'en cas de dérive positive constatée via le logiciel d'analyse, l'exploitant met en place une procédure QAL2 avec son bureau de contrôle, et une intervention de maintenance avec son installateur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Zonage des dangers
Prescription contrôlée : Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc...) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci [...].
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Constat du 05/04/2022: Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a relevé que le local de dépotage est une zone ATEX et aucune signalétique n'a été apposée à l'entrée. Réponse du 26/07/2022: envoi d'une photo illustrant la pose d'une pancarte signalétique d'une zone ATEX sur la porte d'entrée du local dépotage. Le jour de la visite, l'inspection observe la présence d'une pancarte signalant une zone ATEX sur la façade du local dépotage, entre les deux portes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Utilités destinées à l'exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Utilités destinées à l'exploitation des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Constat du 05/04/2022 : Le site dispose de bouteilles de gaz pour étalonnage nécessaires à l'enregistrement des résultats sur une carte de contrôle pour vérifier la dérive et la fidélité de l'AMS dans le cadre de la procédure QAL3. L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite qu'une bouteille de gaz (CO2/CO/NO) présente une durée de validité dépassée au 19/06/2021. L'exploitant indique qu'une commande a été passée pour remplacer cette bouteille de

gaz et que celle-ci ne pourra être livrée que sous un délai de 8 semaines.
Réponse du 26/07/2022: l'exploitant indique avoir réceptionné une nouvelle bouteille de gaz (CO2/CO/NO) en juin 2022, et a transmis une photo du certificat attaché indiquant une date de validité au 12/05/2025.
Le jour de la visite, l'inspection n'a pas mené de contrôle supplémentaire sur les étiquettes des bouteilles de gaz étalon.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : NC1-VI 23/03/2021_Réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/10/2023, article R. 515-71
Thème(s) : Risques accidentels, Suite de l'inspection du 05/04/2022
Prescription contrôlée : En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Constat du 23/03/2021 : L'exploitant n'a pas transmis son dossier de réexamen IED par courrier à la Préfecture (NC1). Le dossier a été transmis le 29/03/2021 et a fait l'objet d'une lettre préfectorale de suite le 06/12/2021 clôturant l'instruction. La non-conformité (NC1) a été levée. Constat du 05/04/2022: Dans le cadre de l'examen du dossier IED, l'exploitant s'est engagé à minima pour la MTD 4 à surveiller annuellement le paramètre benzo(a)pyrène d'une part, et les PCB de type dioxines de façon semestrielle en phase test pendant un an d'autre part. L'activité IED du site de Gellainville est exclue du champ d'application des conclusions du BREF WI, l'engagement pris par l'exploitant ne lui est juridiquement pas opposable. Lors de l'inspection, l'exploitant a mentionné qu'une mesure a été réalisée pour le paramètre benzo(a)pyrène lequel n'aurait pas été détecté dans les rejets atmosphériques (résultats attendus dans 1 mois). S'agissant des dioxines, l'exploitant précise qu'un appel d'offre a été lancé et que le mesurage sera effectué en juin 2022. La consultation des rapports de contrôle des émissions atmosphériques apporte les éléments suivants : - mesures des PCB de type dioxines en novembre 2022 et mars 2023 : les concentrations mesurées sont comprises entre 1.10-6 et 6,8.10-5 ng I-TEQ/Nm3 - mesures du benzo(a)pyrène en novembre 2022, mars 2023 et mai 2023: le paramètre n'est pas détecté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures comparatives des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée :

Les mesures comparatives mentionnées à l'art. 9.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit	Semestrielle
O ₂	
CO ₂	
Poussières, y compris particules fines	
SO ₂	
NO _x en équivalent NO ₂	
CO	
HCl	
HF	
substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total exprimé en COI'	
NH ₃	

Art. 9.1.2 : Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Constats :

Pas de non-respect identifié.

Observations :

D'après le rapport annuel d'activités 2022 et la consultation des rapports de contrôle, le programme de surveillance des rejets atmosphériques réalisé en 2022 sur le site est le suivant:

- campagne de mesures "trimestrielle" du 15/03/2022 réalisée par SOCOTEC (rapport non consulté): métaux lourds, HAP, dioxines
- campagne de mesures "semestrielle" du 27/06/2022 réalisée par SOCOTEC (rapport non consulté)
- campagne de mesures "trimestrielle" du 12/09/2022 réalisée par SOCOTEC (rapport non consulté): métaux lourds, HAP, dioxines
- campagne de mesures "semestrielle" du 07/11/2022 réalisée par SOCOTEC: métaux lourds, HAP, dioxines, poussières, NO_x, SO₂, HF, HCl, NH₃, COVT, O₂, CO₂, CO
- contrôle inopiné du 22/09/22 réalisé par Bureau Veritas

Le programme de surveillance réalisé en 2023 est le suivant:

- campagne de mesures "trimestrielle" du 29/03/2023 réalisée par SOCOTEC: métaux lourds, HAP, dioxines, O₂
- campagne de mesures "semestrielle" du 25/05/2023 réalisée par SOCOTEC: métaux lourds, HAP, dioxines, poussières, NO_x, SO₂, HF, HCl, NH₃, COVT, O₂, CO₂, CO
- campagne de mesures de septembre 2023 réalisée par SOCOTEC (rapport non disponible)

Les fréquences et les paramètres à contrôler sont respectés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 9.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur

<p>l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux.</p> <p>Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • avant la mise en service de l'installation (point zéro) ; • dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation ; • après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle. <p>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.</p> <p>Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants : dioxines et furannes, métaux ; fréquence annuelle</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement est incomplet.</p>
<p>Observations :</p> <p>Consultation du rapport de la campagne de mesures des retombées atmosphériques menée du 14/11/22 au 14/12/22.</p> <p>6 points de mesures ont fait l'objet de mesure des retombées par jauge Owen et de prélèvements de sols de surface. Les paramètres mesurés sont les suivants: poussières, métaux lourds (As, Cd, Co, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V, et Zn), Dioxines et furanes (PCDD/F), et PolyChloroBiphényles Dioxin Like (PCB-DL).</p> <p>La concentration de ces polluants dans l'environnement avant la mise en service de l'installation (point zéro) n'est pas précisée.</p> <p>Les résultats des mesures sont comparés aux valeurs de référence adaptées (norme allemande TA Luft 2002 pour les poussières et les métaux lourds, valeurs typiques de l'INERIS pour les dioxines et PCB).</p> <p>Le rapport conclut que le site de Chartres Métropole Energie de Gellainville n'impacte pas son environnement en retombées atmosphériques.</p> <p>L'exploitant indique qu'une campagne annuelle est réalisée depuis 2019. Il serait pertinent que les prochains rapports de surveillance indiquent l'évolution des mesures réalisées depuis le début de l'exploitation du site afin d'apprécier son impact.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 8 : Conditions générales de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Débit nominal en Nm³/h : 52 550</p> <p>Vitesse mini d'éjection en m/s : 12</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect identifié.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant indique que le débit nominal effectif moyen de l'installation est de 55 000 m³/h. Il est supérieur à celui de l'AP du 27/06/2017 car lors de la mise en service du four, l'exploitant a été conduit à augmenter le débit d'injection d'air secondaire pour éviter des problèmes de combustion.</p> <p>La conduite d'exploitation ne dispose pas d'alerte sur le débit de fonctionnement. Les conducteurs du four ont mis en place un tableau de suivi manuel du débit.</p>

Le jour de la visite, l'écran de contrôle en salle de commande indique une vitesse d'éjection de 14,8 m/s.

Les rapports de contrôle des émissions atmosphériques consultés (voir point de contrôle n°6) indiquent des vitesses d'éjection comprises entre 14,18 et 16,9 m/s.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeurs limites d'émissions dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Concentration moyenne journalière en mg/Nm ³	Flux en g/h
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	11%	/
Poussières, y compris particules fines	12	630
SO ₂	69	3 625
NO _x en équivalent NO ₂	209	10 937
CO	71	3 721
HCl	9	466
HF	1,6	81
substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total exprimé en COT	17	893
Métaux et leurs composés (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)	0,45	23,6
Hg	0,04	2,1

Paramètres	Concentration moyenne journalière en mg/Nm ³	Flux en g/h
NH ₃	22	1 142
Cd + Tl	0,04	2,1
PCDD et PCDF	0,1 ng/Nm ³	4,5 µg/h
IIAP	0,01	0,5

Constats :

Pas de non-respect identifié. Cependant, les rejets en NO_x sont proches des VLE en concentration et en flux. L'exploitant pourrait utilement reprendre son ERS pour quantifier l'augmentation du risque liée à l'augmentation du flux de NO_x.

Observations :

Consultation de l'ordinateur "DREAL" en salle de contrôle indiquant les concentrations et les flux moyens journaliers (à 11% d'O₂ sur gaz sec) des paramètres CO, HCl, HF, NH₃, NO_x, SO₂, COT, poussières: les valeurs sont conformes aux valeurs limites d'émission.

Consultation des trois derniers rapports de contrôle des émissions atmosphériques (cf point de contrôle n°6). Les valeurs limites d'émission en flux et concentration sont respectées pour l'ensemble des paramètres excepté le paramètre NO_x:

- le 09/11/2022, un essai de 30 min conduit à calculer un flux de 12 552 g/h, et un autre de 11 123 g/h (pour une VLE de 10 937 g/h) - les débits correspondants sont de 61 174 et 53 174 m³/h - les concentrations de 205 et 209 mg/Nm³;
- le 25/05/2023, un essai de 30 min conduit à calculer un flux de 13 474 g/h, et un autre de 13 274 g/h - les débits correspondants sont de 74 784 et 73 791 m³/h - les concentrations de 180 mg/Nm³.

<p>D'après le rapport annuel d'activités 2022, le 09/11/2022, le flux moyen journalier en NOx était conforme.</p> <p>Par ailleurs, le temps d'indisponibilité des dispositifs de traitement pour l'année 2022 s'élève à 04 h. L'exploitant indique que ces temps d'indisponibilité sont principalement liés à des dépassements de VLE pour les poussières survenus sur des problèmes techniques de sondes ou des dépassements de la VLE pour le CO lors des bourrages bois. Ceci indique que la VLE pour les NOx a été très peu dépassée en 2022.</p> <p>Le temps d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu pour l'année 2022 est de 09 h 50 min, principalement lié aux problèmes sur les sondes de poussières d'après l'exploitant.</p> <p>Enfin, d'après le rapport annuel d'activités 2022, l'installation a rejeté 83 945,45 kg de NOx dans l'atmosphère en 2022, pour 8 052 h de fonctionnement, ce qui conduit à un flux moyen d'émission de 10 430 g/h.</p> <p>Ainsi, les flux en NOx sont proches de la VLE du fait des débits de fonctionnement plus élevés que le débit nominal prévu dans l'AP du 27/06/2017. L'exploitant pourrait utilement reprendre son ERS pour quantifier l'augmentation du risque liée à l'augmentation du flux de NOx.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Traçabilité des déchets entrants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code</p>

de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Le registre des déchets entrants est incomplet.
Observations : Consultation de l'extraction du logiciel de pesée du site. Les informations recueillies sont incomplètes. Il manque les éléments suivants: - code déchet - le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet - le numéro SIRET et l'adresse du transporteur du déchet (pas renseigné pour tous les transporteurs)
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Traçabilité des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation :- la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet :- l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du

document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Le registre des déchets sortants est incomplet.
Observations : L'exploitant dispose de 3 outils de traçabilité des déchets sortants : - un tableau de suivi des BSD pour les cendres sous chaudières - Trackdéchets pour les déchets dangereux, les cendres volantes et les poussières de bois - le logiciel de pesée. Les informations recueillies dans le logiciel de pesée sont incomplètes. Il manque les éléments suivants: - code déchet, - le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, - le numéro SIRET et l'adresse du transporteur du déchet (pas renseigné pour tous les transporteurs).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 12 : Nature des déchets incinérés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants
Prescription contrôlée : Les déchets autorisés admis en combustible sont les suivants : 40 000 t : 03 01 05 déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04 15 01 03 emballages de bois 17 02 01 déchets de construction et de démolition – bois 19 12 07 déchets provenant du traitement mécanique des déchets, bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06 20 01 38 déchets ménagers ou assimilés, fractions collectées séparément, sauf section 15 01, bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37 20 700 t : 02 01 07 Déchets provenant de la sylviculture → 03 01 01 Déchets d'écorce et de liège 19 05 02 Fraction non compostée des déchets végétaux
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : D'après le bilan annuel d'activités 2022, la répartition des combustibles utilisés sur le site est la suivante: - Bois A SSD : 6 067 t - Bois B catégorie 3, 4 (correspondant aux déchets 03 01 05, 15 01 03 19 12 07 et 20 01 38): 38 518 t - plaquettes forestières: (ou Bois catégorie 5, correspondant aux déchets 02 01 07): 4 712,5 t Le jour de la visite, l'inspection a observé l'admission des combustibles suivants sur le site:

plaquettes forestières, bois broyé en provenance d'une déchetterie (appelé "Bois B" affiné vrac).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Provenance des déchets incinérés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants
Prescription contrôlée : La provenance des déchets est limitée aux départements suivants : Eure-et-Loir ; Sarthe ; Eure ; Orne ; Loir et Cher ; Loiret ; Seine et Marne ; Essonne ; Yvelines ; Val d'Oise ; Paris.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les déchets de bois en provenance des déchetteries réceptionnés sur son site respectent la zone de chalandise prescrite.
Observations : Consultation du fichier précisant l'origine du bois de catégorie 5 (plaquettes bois). La répartition de l'origine des matières est la suivante : 45% du 41 - 18% du 28 - 5% du 27- 2% du 61 - 12% du 45 - 2% du 91 - 16% du 78 Les fournisseurs de "bois B" suivant approvisionnent le site en déchets dont l'origine déclarée est précisée ci-après : - PAPREC (déchetteries): 28 - SEMAVAL (déchetteries): 91 et départements limitrophes (78-77-28-94-45-92). Le département du Val de Marne (94) ne fait pas partie de la zone de chalandise de l'AP du 27/06/2017. Cependant l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la quantité de déchets en provenance de ce département. Par courrier du 19/04/2023, l'exploitant a demandé à Monsieur le Préfet d'élargir la provenance de bois de catégorie 5 en intégrant à la zone de chalandise autorisée les départements du Cher (18), de l'Indre-et-Loire (37) et de l'Indre (36). Cette demande est en cours d'instruction par l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 14 : Qualité des déchets incinérés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants
Prescription contrôlée : Les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps en matière de PCI. À cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations :

<p>Chaque livraison de combustible fait l'objet de prélèvement pour analyse sur site des paramètres suivants : granulométrie sur matière brute et taux d'humidité.</p> <p>L'exploitant indique suivre le PCI des déchets incinérés via des prélèvements mensuels de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plaquette forestière (consultation du prélèvement du 29/09/23) - mélange de bois (consultation du prélèvement du 29/09/23).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Conditions d'admission des déchets incinérés-1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant de l'installation prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des combustibles dans le but de prévenir ou de limiter les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes. Avant d'accepter de réceptionner les combustibles dans ses installations, l'exploitant détermine la masse de chacun soit par pesage, soit par un moyen d'une efficacité équivalente. L'exploitant s'assure que les combustibles qu'il réceptionne sur son site ne sont pas radioactifs. Pour le garantir, les combustibles font l'objet d'une procédure de détection de la radioactivité sur site ou sur le site d'où ils proviennent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect identifié.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le site est équipé de deux ponts bascule : à l'entrée et à la sortie du site. Celui à l'entrée est équipé d'un portique de détection de radioactivité.</p> <p>Lors de la visite, observation du passage des camions de livraison des combustibles sur le pont bascule à l'entrée sur le site.</p> <p>Vérification des contrôles métrologiques des équipements rapportés dans les carnets métrologiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pont bascule entrée : contrôle satisfaisant par PRECIA MOLEN SERVICE 07 PRIVAS du 05/07/2023 (contrôle précédent le 04/07/2022) - pont bascule sortie : contrôle satisfaisant par PRECIA MOLEN du 05/07/2023 (contrôle précédent le 04/07/2022) - portique de détection de radioactivité : contrôles satisfaisant par SAPHYMO du 23/10/2023 (précédent le 21/09/2022) - réglage à 1,15 x bruit de fond <p>Consultation de la procédure de détection de radioactivité lors d'une livraison de combustible.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Conditions d'admission des déchets incinérés-2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'exploitant s'assure de la conformité des combustibles utilisés en effectuant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un contrôle visuel à la livraison sur chaque lot. Les critères de vérification du contrôle visuel sont définis par l'exploitant dans le programme de suivi visé ci-dessus et permettent notamment de s'assurer de la conformité du combustible en termes de présence de corps étrangers tels que ferrailles ou pierres et autres matériaux inertes ou indésirables à la combustion ; - une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres ci-après, au minimum une fois par an par fournisseur pour les déchets de bois : mercure, chrome, brome, total des halogénés (Brome, Chlore, Fluor et iode) <p>Lorsque les résultats d'analyses réalisées sur un lot conformément à l'alinéa précédent ne respectent pas son cahier des charges, l'exploitant refuse immédiatement toute livraison par le fournisseur concerné de ce type de combustible. Les livraisons de ce type de combustible par le fournisseur concerné sont de nouveau acceptées dès lors que l'exploitant dispose de résultats d'analyses attestant de la conformité au cahier des charges.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne réalise pas d'analyse des paramètres mercure, chrome, brome, total des halogénés (Brome, Chlore, Fluor et iode) au minimum une fois par an pour chaque fournisseur.</p>
<p>Observations :</p> <p>Vérification lors de la visite des actions réalisées par l'exploitant lors d'une livraison de combustible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pesée et détection de radioactivité, - vérification de la nature du produit indiquée par chauffeur, - récupération du bon de livraison par le gestionnaire de flux du site, - réalisation d'un contrôle visuel, d'un contrôle granulométrique et d'un contrôle humidité en laboratoire sur place sur un échantillon (prélèvement réalisé à l'aide d'un échantillonneur automatique immédiat), - à la sortie du dépotage, un overband permet de récupérer la ferraille, puis un crible permet de retirer les morceaux de taille supérieure à 10 cm, - acheminement vers un silo de stockage dans lequel les combustibles seront stockés 3 jours environ. <p>L'exploitant indique faire réaliser une fois par mois une analyse d'un mélange de Bois B et de plaquettes forestières sur les paramètres mercure, chrome, brome, total des halogénés (Brome, Chlore, Fluor et iode). Ces analyses ne sont donc pas réalisées par fournisseur.</p> <p>L'exploitant indique avoir précisé dans le cahier des charges contractuel avec ses fournisseurs de combustible ses exigences en terme de taux de poussière et de taux de métaux.</p> <p>En cas de taux de poussière significatif, le camion est refusé, et l'exploitant établit une fiche de refus et une fiche de non-conformité.</p> <p>En cas de quantité importante de métaux récupérée via l'overband, l'exploitant établit une fiche de non-conformité à destination du fournisseur.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 17 : Conditions d'admission des déchets incinérés-3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. – Les combustibles sont déchargés dès leur arrivée sur le site sur une aire étanche ou dans une fosse étanche prévu à cet effet et stockés en silo.</p> <p>IV. – Les installations sont équipées de telle sorte que l'entreposage des combustibles et l'approvisionnement de la chaudière ou du four ne soient pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'aire de déchargement des combustibles est conçue pour éviter tout envol de déchets et de poussières ou écoulement d'effluents liquides vers l'extérieur.</p> <p>V. – L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignées, pour chaque flux de combustibles, les informations suivantes :</p> <p>la fiche d'identification de chaque lot reçu ;</p> <p>la date de réception de chaque lot ;</p> <p>la nature du combustible entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</p> <p>la quantité ;</p> <p>le nom et l'adresse de l'installation expéditrice ;</p> <p>le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement en ce qui concerne le bois déchets ;</p> <p>Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage réceptionné par type de combustibles, le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, les résultats d'analyses effectuées au titre du paragraphe précédent. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées pendant trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre chronologique des flux de combustibles est incomplet: il n'indique pas le code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les combustibles sont déchargés dès leur arrivée dans le local dépotage équipé de système de pulvérisateur d'eau pour abattre la poussière, puis stockés en silo (cf. point de contrôle n°16).</p> <p>Consultation du registre chronologique papier associé aux bons de livraison où sont consignés, pour chaque flux de combustibles, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fiche d'identification de chaque lot reçu ; - la date de réception de chaque lot ; - la nature du combustible entrant (selon les dénominations internes au site) ; - la quantité ; - le nom du transporteur et l'immatriculation du véhicule; - le nom et l'adresse de l'installation expéditrice ; - la densité et les résultats des tests de granulométrie et d'humidité de l'échantillon.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 18 : Quantité de déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 5.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>Mélange de déchets provenant de dessableurs et de séparateur eau/hydrocarbure : 1 t</p> <p>Huiles hydrauliques usagées et Huiles moteurs et lubrification usagées : 300 l</p> <p>Ordures ménagères et DIB en mélange produits sur le site : 1 t</p> <p>Cendres sous foyer/ Mâchefers : 35 t</p> <p>Déchets secs de l'épuration des Fumées : 37 t</p> <p>Boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières : 0 t</p> <p>Bois déchets (non dangereux) : 30 m³</p>
<p>Constats :</p> <p>Certains déchets produits par l'établissement stockés sur le site ne sont pas correctement identifiés.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate la présence des déchets produits suivants (le lieu de traitement étant précisé via l'extraction Trackdéchets ou le registre des BSD fournis par l'exploitant):</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur une plateforme étanche à l'extérieur: - une benne de 30 m3 environ de DIB - 26 big bags (100 à 150 kg chacun) de poussières de bois : l'exploitant indique que ces déchets sont évacués deux fois par semaine par EQIOM et valorisés en cimenterie à Saint-Etienne du Vauvray, - une benne de 1 m3 environ de refus d'overband (déchets métalliques): ces déchets sont envoyés pour incinération chez CMTV à Mainvilliers, - une benne de 30 m3 environ de refus de crible, - une benne de 30 m3 environ de déchets de métaux issus des travaux de maintenance réalisés en octobre 2023, - 2 bennes de 20 m3 environ de déchets de sable issus du four (cendres sous chaudière): l'exploitant indique que ces déchets sont évacués deux fois par semaine, - un silo de 30 t de cendres volantes : évacuation de 26 à 27 t toutes les deux semaines vers SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE à Villeparisis (77) pour traitement physico-chimique, - dans le local GTA, sur rétention: - 3 bidons d'huiles usagées, dont la gestion est confiée à MARTIN Environnement, - 2 bidons de solides souillés, dont la gestion est confiée à MARTIN Environnement. <p>Plusieurs déchets sont mal étiquetés. Le code déchet ainsi que les mentions de danger pour les déchets dangereux ne sont pas mentionnés pour les déchets suivants: solides souillés, cendres sous chaudière, DIB, déchets de métaux.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 19 : Analyses des cendres volantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 9.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants
Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera une analyse de la teneur en métaux et dioxines dans les cendres volantes (sauf pour les procédés tels que certains fours qui les intègrent au produit fini) une fois par semestre.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : L'exploitant indique réaliser des analyses des cendres volantes selon la fréquence suivante: - analyses des métaux lourds une fois par trimestre (consultation du rapport de contrôle du 29/08/23) - analyse des dioxines et furanes une fois par semestre (consultation du rapport contrôle du 25/05/23).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Rapport d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 9.4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au chapitre 2.7) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Consultation du rapport d'activités 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Installation interne de transit des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants
Prescription contrôlée : Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les mâchefers doivent être refroidis. Les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Voir les observations du point de contrôle N°18 "quantité de déchets produits par l'établissement".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2017, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.</p> <p>Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.</p> <p>Art. L.541-2 du Code de l'environnement : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit justifier que les cendres sous chaudière sont traitées dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.</p>
<p>Observations :</p> <p>Consultation par sondage d'un BSD relatif aux cendres sous chaudière (10 01 01). Celui-ci indique une évacuation de 14,32 t vers l'établissement DPEDH à Savigny-sur-Braye (41) le 28/09/2023. Les informations renseignées dans la cadre 11 sont incohérentes: le code de traitement indiqué est D1 (élimination à terre), alors que la description de l'opération est "remblai", qui correspond à une opération de valorisation.</p> <p>Cette installation n'est pas classée au titre des ICPE. Comme indiqué dans la note de la DGPR du 27 avril 2022, <i>"Une opération de valorisation des déchets n'est pas nécessairement effectuée dans une installation classée pour la protection de l'environnement. Néanmoins, toute personne valorisant des déchets pour la réalisation de travaux d'aménagement, de réhabilitation ou de construction doit être en mesure de justifier auprès des autorités compétentes de la nature des déchets utilisés et de l'utilisation de ces déchets dans un but de valorisation et non pas d'élimination (article L541-32 du code de l'environnement). Les inspecteurs de l'environnement peuvent donc se baser sur cet article pour demander les justifications pour s'assurer que l'aménagement présente une réelle utilité et ne constitue pas une installation d'élimination de déchets soumise à la réglementation ICPE."</i></p> <p>Ainsi, l'exploitant doit justifier que l'exutoire retenu pour prendre en charge les cendres sous chaudières est bien autorisé à le faire.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites